

EDITORIAL



Par
Claudio Jelcic
Secrétaire fédéral
à l'Éducation

L'après pétrole... sommes-nous prêts ?

La raréfaction du pétrole et des ressources a déjà fait ses effets. Invasion de l'Irak, rupture d'approvisionnement de gaz par la Russie ne sont que quelques exemples. Il faut y ajouter la lutte d'influence de la Chine ou de l'Inde pour l'exploitation et l'approvisionnement des ressources. Mais ceci n'est que le commencement du grand bouleversement lié à l'épuisement des ressources de l'énergie fossile. La demande supérieure à l'offre du marché et les tensions avec l'Iran font exploser le prix du baril. Plus personne ne veut faire de pronostics sur les prix.

Pour nous tous au quotidien, cela va considérablement changer nos habitudes. Ce n'est pas dans 50 ans que nous en souffrirons, mais demain, avec des carburants de plus en plus chers. Car la loi du marché fait payer l'addition aux consommateurs. Les bénéfices vont d'abord aux sociétés pétrolières et aux pays producteurs mais aussi aux entreprises qui exportent vers ces pays. Il s'agit là sûrement d'un transfert de la charge.

Notre société a été construite avec une énergie peu chère. D'ailleurs, qui calcule le prix du transport quand il va acheter son pain en voiture ? L'éloignement entre la résidence et le lieu de travail s'est généralisé. Les dévalorisations aussi ont été calculées par rapport à des coûts de transport abordables. Les commerces et services de proximité ont également été victimes de cette facilité. Mais qu'en sera-t-il avec un carburant très cher ?

La facture est de plus en plus lourde pour les ménages. Mais les salaires n'augmenter pas. Ceci jettera sûrement d'autres familles dans la précarité.

Le pétrole doit être réservé aux moyens de transport. Car aujourd'hui seul le pétrole permet une autonomie acceptable. Tout le reste, et surtout le chauffage, devra faire appel à d'autres énergies. Toutes les consommations d'énergie devront être maîtrisées.

De nouveaux gisements seront exploités. Que ce soit le pétrole, le gaz, le charbon, les hydrates de méthane ou le nucléaire, toutes seront plus chères ou plus risquées. Il faudra prévoir l'avenir comme un aquarium où l'équilibre de tous les paramètres sera vital. Maîtriser la consommation et la production par la recherche. Développer très rapidement les énergies renouvelables. Réduire les risques pour l'Humanité et la terre.

Le problème de l'énergie saura-t-il s'imposer aux prochaines échéances électorales ? Comment présenter un tel changement sans tomber dans une vision dramatique de l'avenir ? Car la solution ne pourra venir que de la politique. Le marché, quant à lui, se satisfait de cette situation d'aujourd'hui.

Jean-Yves Le Drian se consacre pleinement à la Région Bretagne

Lors de la Fête de la Rose du 1^{er} mai à Inzinzac-Lochrist, Gwendal Rouillard et Jean-Yves Le Drian ont rappelé la nécessité pour les socialistes de proposer un Projet et une stratégie lisibles pour les Français. Lors du Conseil fédéral du 2 mai à Lorient, le Président de la Région a annoncé sa décision de ne pas se représenter à la députation et de se consacrer pleinement à la Région Bretagne (voir aussi son communiqué page 4). En cohérence avec les modalités fixées par la Direction nationale du PS, cette circonscription a donc été réservée - après celles d'Auray et de Ploërmel - à une candidature féminine.

Après Yves Péran, Gwennan Melscoët et Jean-Pierre Bageot (voir page 3), Gwendal Rouillard est intervenu sur le Projet, la stratégie et les candidatures du PS. Sur le Projet, il a insisté sur la nécessité de proposer un Projet du Vivre ensemble face à la fragmentation de la société.

Au-delà du CPE - instrument parmi d'autres du modèle libéral - il a souhaité, sur l'emploi, la structuration d'une économie plurielle en phase avec les réalités territoriales : activités industrielles liées à la recherche et l'innovation, services aux personnes et aux entreprises...

Il a également appelé à une redéfinition et à un renforcement du système de protection sociale, notamment sur les politiques de santé, d'habitat et de petite enfance. Selon le Premier secrétaire fédéral, le Projet doit également servir de base à un contrat de gouvernement entre des partis progressistes qui accepteront l'exercice

du pouvoir ; au regard des attentes des Français, il a invité au dépassement des intérêts boutiquiers. Sur les candidatures, il a suggéré la patience et la réflexion pour les élections présidentielles et l'application

de la parité pour les élections législatives dans le Morbihan (3 circonscriptions réservées à des candidatures féminines sur les 6 au total).

Pour sa part, Jean-Yves Le Drian a dénoncé les comportements graves et inquiétants au sommet de l'État. Il a ainsi formulé le vœu d'un Projet décentralisateur qui accorde des pouvoirs réglementaires et normatifs aux Régions. Constatant la force du pouvoir régional au Pays de Galles, en Ecosse, en



Président de la Région a choisi d'annoncer sa décision de ne pas se représenter à la députation

lors du Conseil fédéral du 2 mai. Tout en restant lorientais et très attentif à l'avenir du Pays de Lorient, il a jugé opportun de se consacrer pleinement à la Bretagne. En conséquence, le Conseil fédéral a réservé cette circonscription à une candidature féminine (application d'une circulaire nationale qui stipule qu'un député sortant qui ne se représente pas doit être remplacé par une femme). Après celles d'Auray et de Ploërmel, la parité est donc atteinte pour la première fois dans la Fédération du Morbihan.



300 personnes se sont réunies lundi 1^{er} mai sous la Halle des Forges de Locastel, à Inzinzac-Lochrist, à l'occasion de la traditionnelle Fête de la Rose du Parti socialiste du Morbihan.

Espagne et ailleurs, il a estimé ce processus indispensable pour davantage d'efficacité publique : politique de l'eau, gestion des fonds européens, langues régionales et minoritaires, etc. Sur son avenir politique, le

Agenda des groupes de travail sur le Projet 2007-2008

Conseil départemental aux Droits des Femmes sous la présidence de Nathalie Le Magueresse :

Vendredi 19 mai 2006
19h00-21h00 - Lorient
Maison des associations
Cité Allende

En présence de :

Isabelle Gueguen - ancienne chargée de mission Equal pour le Conseil général du Finistère - Présidente fondatrice de Perfegal (www.perfegal.fr) et **Cathy Soubeiroux** sur le sujet de la reconversion professionnelle
En présence de **Gwendal Rouillard**

Groupe Justice animé par Jean-Paul Thierry :

Mercredi 10 mai 2006
20h30
à Lorient
Siège de la Fédération
17 rue A.Nayel

Groupe Familles et Petite enfance animé par Geneviève Noblet :

Mardi 16 mai 2006
19h00
Vannes
Local du PS
27 rue de la Tannerie

Groupe Prévention et Sécurité publique animé par Maxime Picard :

Mardi 16 mai 2006
19h00
Lorient
Siège de la Fédération
17 rue A.Nayel

Groupe Agriculture et Espaces ruraux animé par Odette Herviaux :

Jeudi 18 mai 2006
20h30
Mairie de La Croix Helléan

Groupe Education animé par Claudio Jelcic :

Jeudi 18 mai 2006
20h00
Vannes
Local du PS
27 rue de la Tannerie

Groupe Sport animé par Eric Mahé :

Vendredi 19 mai 2006
20h00
Lanester

Local de section -19 av. Stalingrad

Groupe Services publics, Décentralisation et Réforme de l'Etat animé par Loïc Le Meur :

Samedi 20 mai 2006
9h30-12h00
Ploemeur
Salle L'Océanis

Les groupes Maritimité, Défense et Europe/International animés par Gwendal Rouillard se réuniront à la deuxième quinzaine de mai.

PROJET 2007-2008

CDDF 56 Echanges sur l'égalité professionnelle

Dans le cadre de son premier axe de travail, l'égalité professionnelle, le Conseil Départemental pour les Droits des Femmes a entamé le 21 avril dernier à Lorient son travail d'écoute et de dialogue avec deux acteurs confrontés aux réalités du monde professionnel : Marie-Pierre Lemaître, récemment diplômée de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers (ENSAM) et Caroline Thieffry, directrice du Carrefour des entrepreneurs - Boutiques de gestion du Morbihan.



Marie-Pierre Lemaître et Caroline Thieffry étaient les deux invitées du CDDF, le 21 avril à Lorient.

Le parcours de Marie-Pierre Lemaître, bien que correspondant entièrement à son projet professionnel, révèle les importantes carences que le système de formation continue d'entretenir en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Dans son orientation (Bac S puis classe préparatoire PTSI - Physique Technologie Sciences de l'Ingénieur), qui répondait à son souci de "garder un maximum de possibilités" - et qui a été valorisée par le Prix de la vocation féminine et scientifique, elle reconnaît avoir bénéficié d'un environnement personnel propice (parents professeurs, frère ingénieur). Seule fille pour un total de quarante élèves, elle a dû apprendre à "se blinder" pour s'imposer, notamment vis-à-

vis des professeurs. A l'ENSAM, où les filles représentent 10% de l'effectif total, la "période de transition des traditions" (bizutage) marque la prégnance d'une culture encore largement anti-féministe. Les deux années qu'elle a ensuite passées en Espagne, et notamment son stage chez Dalkia (intégration difficile), ont mis en lumière de fortes différences culturelles et une situation plus favorable aux femmes en France (liberté d'étudier/bourses, structures associatives/parité, contraception/HIV).

Caroline Thieffry, directrice du Carrefour des entrepreneurs - Boutiques de gestion du Morbihan, structure spécialisée dans le conseil pour la création et la reprise de TPE (Très Petites Entreprises), a rejoint Marie-Pierre Lemaître sur l'idée que le caractère et l'efficacité priment sur la détermination sexuelle dans la réussite professionnelle. Les femmes, qui représentent 40% des porteurs de projet en 2005, sont plus diplômées que les hommes, assez jeunes, avec une personnalité assez indépendante et un grand sens de l'organisation. Même si elles rencontrent moins d'obstacles pour obtenir des prêts, elles se trouvent

de plus en plus confrontées au problème des gardes d'enfants - avec l'augmentation du nombre de femmes isolées, et à la difficulté de concilier activité professionnelle et tâches domestiques en tant que femmes-conjointes - de cadres et souvent diplômées.



Alors que Marie-Pierre Lemaître s'interrogeait sur la mise en place d'une journée de l'homme et d'un prix de la vocation masculine pour les garçons qui veulent faire des études où les filles sont traditionnellement en majorité, Caroline Thieffry a dessiné quelques pistes de travail : marquer les différences physiologiques entre les hommes et les femmes, valoriser le temps passé à l'éducation de ses enfants, actualiser ses compétences tout au long de la vie.

Après le CPE...

Quels diagnostics, quelles orientations ?

Après de longues semaines de crise sociale, trois thématiques s'imposent. Et tout d'abord l'avenir des jeunes sans bagage. 60 000 d'entre eux en effet n'ont pas le niveau bac, 100 000 ont à peine le Deug. Certains ont des diplômes mais pas de débouchés. Quelles solutions pour ces jeunes mal diplômés, mal orientés, ou mal formés ?

Il est d'ores et déjà déterminant d'engager une large concertation auprès des instances syndicales et des acteurs de l'enseignement et de la formation, afin de faire mieux correspondre les diplômes aux emplois proposés, tout en maintenant un tronc commun permettant l'acquisition d'une bonne culture générale. Ensuite, il est utile de rapprocher le parcours de certains jeunes de celui de l'entreprise, via un contrat d'apprentissage (actuellement 150 000 par an), ou si nécessaire par une formation lourde. Il faut aussi inciter les entreprises, en appliquant des pénalités sévères à celles qui n'atteignent pas leur quota d'apprentis.

La peur du déclassement social

C'est sans doute le point de convergence de la crise des banlieues fin 2005 et des manifestations contre le CPE. Nombre de Français considèrent que

leurs enfants vivront plus mal qu'eux. Ce sentiment ne procède pas d'un appauvrissement général, mais de la crainte que l'ascenseur social ne fonctionne plus. Le lien entre le diplôme et l'emploi s'est par exemple considérablement fragilisé. Ceci concerne toutes les catégories sociales, et en plus de manière très inégalitaire : au bas de l'échelle, certains jeunes découvrent que les diplômes ne protègent pas de la ségrégation. Cette perte de confiance impacte le système scolaire mais aussi les quartiers les plus sensibles. La crainte du déclassement a aussi pour conséquence politique immédiate le vote d'extrême droite ; les enquêtes sociologiques montrent en effet que la peur de la précarisation motive ce choix plus que la xénophobie ou le nationalisme.

Le contrat de travail et la mobilité professionnelle

La suppression des contrats existants, au profit d'un contrat unique à durée indéterminée, est dans les cartons de l'UMP. Une simplification du droit du travail est également réclamée par le monde de l'entreprise.

Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler que les contrats de travail doivent être strictement encadrés par la loi.

Le marché du travail met en jeu des personnes qui doivent être protégées contre d'éventuelles décisions discriminatoires. C'est sur ce point que l'opinion a basculé vers un rejet du CPE.

C'est aussi sur ce constat que peut se bâtir une réforme acceptable des contrats de travail, en faisant du CDI la norme, et en le doublant d'une véritable sécurisation des parcours professionnels.

Cette approche implique en première ligne l'entreprise, avec l'intégration du coût social complet d'un licenciement, des allocations chômage aux coûts de reclassement et de formation. En contrepartie, il faut proposer à l'entreprise de moduler les cotisations patronales en fonction des licenciements passés. Un tel système, au demeurant coûteux, doit aussi être supporté par l'impôt dont il faut porter la pédagogie.

Face à la flexibilité du marché du travail, dont la jeunesse mais aussi les quinquagénaires sont les premières victimes, les socialistes doivent s'emparer du concept de la "mobilité professionnelle", afin de répondre concrètement à ceux pour qui la recherche d'un emploi est vécue bien souvent précairement.

Olivier Le Lamer

DEMOCRATIE LOCALE

Renouvellement urbain à Vannes Un véritable déni de démocratie

Depuis quelques semaines, des habitants de Ménimur s'organisent de différentes façons pour s'opposer à la destruction de leur logement, dans le cadre de la transformation de la place centrale... La Mairie et le président de l'Office HLM de Vannes refusent d'entendre les habitants. Nicolas Le Quintrec leur a adressé une lettre ouverte à ce sujet...



Messieurs,

Au cours de ce mois, vous vous êtes exprimés au travers de deux éditoriaux, pour l'un, le magazine municipal, pour l'autre, « La clé de chez moi » journal de Vannes Golfe Habitat (VGH). A chaque fois, vous érigez en principe la participation des habitants dans un climat de confiance et de sérénité.

Force est d'entendre sur le quartier de Ménimur un son de cloche bien différent où tout avis critique, pour ne pas dire contraire aux vôtres, sur la question du projet de renouvellement urbain est reçu par vous-même avec mépris.

Déjà, nous avons dénoncé votre absence de transparence dans cette affaire. Vous vous limitez à une sorte de gadget de concertation en veillant bien, par divers procédés, à écarter les habitants de tout véritable débat

public sur le fond du dossier.

L'ensemble de la communication est descendant et formaté alors que des groupes spontanés d'habitat se manifestent afin d'être entendus et respectés, implorant un droit d'expression. Ils réclament en tant que citoyens responsables la possibilité de confronter leur point de vue à celui de l'élu et du technicien. Ils aspirent à exercer leur citoyenneté dans une démocratie locale républicaine.

Je veux vous rappeler l'essence même de la politique de la ville, de la loi SRU et, bien évidemment, l'esprit des textes réglementant les opérations de renouvellement urbain qui insistent sur la promotion de toute forme démocratique de participation et d'expression individuelles ou collectives dans le cadre d'un projet où les enjeux sont concertés, les solutions élaborées ensemble et que celles qui sont retenues recueillent l'adhésion des habitants.

C'est pourquoi, je vous demande de prendre les dispositions nécessaires,

d'une part, pour atténuer les tensions que vous avez engendrées avec une frange de la population et, d'autre part, d'admettre que les habitants ont leur mot à dire sur ce qu'ils vivent et sur ce qu'ils attendent.

En direction des habitants favorables ou opposés en partie ou en totalité au projet, je vous propose de convenir publiquement les droits suivants :

- Libre accès, à titre gratuit, aux salles de réunion du quartier,
- Ouverture d'une page d'expression libre dans le journal de quartier « Résonances », dans le journal « La clé de chez moi » et le magazine municipal.
- Création d'ateliers du projet associant les habitants à la co-production du projet.
- Soutien financier et administratif favorisant les initiatives de communication via un fonds de participation.

De nombreux habitants attendent de vous que les conditions de l'apaisement soient réunies et que vos promesses de « pleine concertation » se réalisent réellement.

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan “Les jeunes ne sont pas des racailles !”

Extraits de l'intervention de Gwennan Melscoët - Animatrice fédérale du MJS - à la Fête de la Rose



Gwennan Melscoët - Animatrice fédérale du MJS

Il est irréal de le dire mais c'est important de le préciser à l'heure où la ville de Montfermeil est désormais interdite aux jeunes ! Les moins de 18 ans ne peuvent plus s'y déplacer accompagnés de plus d'une personne, quelle que soit l'heure de la journée. Le Maire justifie cet arrêté municipal pour réduire la délinquance. Et hop ! l'associe jeunes et délinquants ! Mes chers amis, nous prenons donc acte que le jeune est un voyou. Je peux donc me féliciter de ne compter aucun mineur, donc voyou officiel, au sein du MJS du Morbihan. Nous pouvons en rire, entre nous, mais à Montfermeil les jeunes ne rient plus de la défiance constante que le monde adulte leur renvoie.

Pour moi, c'est de la chasse populiste aux voix laissées ça et là par Le Pen après la crue de 2002. Et là, nous avons une responsabilité bien particulière, celle d'appeler un chat

un chat : ces mesures, ces postures, ces petites lâchetés portent atteinte à l'honneur de notre pays, elles discriminent ici les plus jeunes d'entre nous, là ceux qui viennent en France pour notre belle démocratie. Nous devons le dire haut et fort et le répéter pour que chaque Français soit révolté par ces mesures.

Quand je vois que plus d'un tiers de la population française est sensible aux idées racistes et populistes de Le Pen, ça me fait peur. Et je pense que nous avons des devoirs. Au delà du travail de conviction sur notre projet, nous devons expliquer ce que sont les projets des populistes. Notre devoir, c'est de parier sur l'intelligence des hommes et des femmes, de leur donner à voir un autre idéal que la haine de l'autre.

Ma conviction est que la bataille politique de 2007 ne sera pas un concours de propositions particulières. Au contraire, il faudra opposer au projet politique de Sarkozy notre modèle de société, construit sur nos valeurs, selon nos repères, dans le respect de chaque individu qui la compose. Notre projet n'aura

de sens que si nous disons clairement vers quoi nous voulons aller.

Donc retournons à Montfermeil. Aux habitants de cette banlieue sacrifiée, que leur disons-nous ? Que nous avons depuis 30 ans réglé leurs problèmes ? Je ne crois pas. Parce que si il y a eu un novembre 2005, ce n'est pas pour rien, c'est d'abord parce que toutes les politiques si belles soient elles, que nous avons mises en place, ne sont pas allées jusque dans leurs quartiers. Cette société qui vit à côté de la nôtre a frappé, et durement, à notre porte. Nous n'avons pas le droit de l'ignorer. Le discours de la cohésion républicaine que nous leur tenons, nous devons lui donner corps, dans les faits.

Je ne suis ni de la génération Mitterrand, ni de la génération Jospin, alors je veux savoir. Je veux savoir ce que nous avons dans nos tripes pour changer cette société, et enfin l'ouvrir à ceux qui ne l'ont touchée que dans leurs rêves.

Alors faites moi ce plaisir, et rassemblons-nous pour les gosses de Montfermeil. »

Fête de la Rose (suite) : les interventions politiques



En guise d'introduction, Yves Péran, Secrétaire de la section d'Inzinzac-Lochrist et Secrétaire fédéral en charge du Développement du Parti, a invité le plus grand nombre à rejoindre la Parti socialiste. Il a tenu à ce titre à rappeler le sens de l'engagement dans un parti politique – et en particulier au Parti socialiste – qui a son sens doit avant tout être vécu comme un engagement pour le “vivre ensemble”.



Jean-Pierre Bageot – Maire d'Inzinzac-Lochrist – a dressé un rappel historique à travers trois dates, particulièrement porteuses de sens pour les communes d'Inzinzac-Lochrist et Hennebont, et pour tout le pays de Lorient. Ces trois dates, ce sont 1906, 1936 et 1966 : les grèves insurrectionnelles des ouvriers métallurgistes d'Inzinzac, le Front populaire et ses symboliques conquêtes sociales et enfin, la fermeture des forges en 1966 et la fin de l'histoire industrielle du pays d'Hennebont. Saluant la manière dont s'est relevée la commune d'Inzinzac-Lochrist, il a conclu en déclarant « *qu'il n'y a pas d'échec durable quand la volonté politique est là et qu'en toute circonstance, il n'y a pas de victoire durable sans l'unité des forces de gauche.* »

Etats généraux du Projet : le calendrier

Le 6 mai à Bordeaux

L'emploi, le pouvoir d'achat, la croissance, la fiscalité et la politique industrielle.

Le 13 mai à Toulouse

La démocratie politique, sociale et participative. Droits et devoirs du citoyen.

Le 20 Mai à Marseille

L'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Mercredi 10 mai

AG de la circonscription de Ploërmel

Lundi 15 mai - Lorient

Conseil fédéral

Vendredi 19 mai - Lorient

Conseil départemental aux Droits des Femmes

Actualité

Monsieur 20 %

De crise en crise, Dominique Galouzeau de Villepin n'en finit plus de chuter dans les sondages. Un autre Premier ministre, gaullien de surcroît, en aurait tiré les conséquences depuis longtemps et présenté sa démission au chef de l'Etat, mais pas lui. Avec un Président à 24 %, c'est à une vraie faillite politique à laquelle nous assistons, une faillite largement entretenue par les luttes de pouvoir à l'UMP et la concurrence De Villepin-Sarkozy.

Au-delà de cette course à l'échalote pour le fauteuil de l'Elysée, c'est à une véritable faillite de l'Etat à laquelle nous assistons. Un Etat que les Socialistes au pouvoir de 1997 à 2002 avait conforté, une dette réduite, un réel renforcement du pouvoir d'achat des classes moyennes, un taux de chômage largement à la baisse, une véritable politique sociale mise en place pour les plus démunis et une image de la France positive. Depuis l'arrivée de la droite au pouvoir, toutes les avancées positives enregistrées ont été battues en brèche et les caisses de l'Etat sont vides après quatre ans d'exercice de ce pouvoir. Les pauvres et les classes moyennes qui devaient profiter de la politique économique annoncée par Chirac et ses gouvernements sont les grandes perdants de la mise en application de l'idéologie néolibérale de l'UMP. On ne peut même pas affirmer que cette politique ait été profitable aux entreprises, en particulier aux plus petites, auxquelles le gouvernement n'a proposé comme gadget que la création d'emplois jetables dont bon nombre n'étaient pas demandeuses. Pendant que notre pays se débat dans les ennuis, nos dirigeants passent leur temps à se chamailler sans écouter les Français qui ont pourtant passé de nombreux messages d'avertissement au gouvernement. Face à cette fin de non recevoir, il nous appartient de proposer une alternance crédible à nos concitoyens. Il aurait été sans doute utile que cette alternance soit prête plus tôt que celle ou celui qui devra la conduire soit déjà connu(e). Cela n'a pas été le cas, ce que je déplore, mais il faut maintenant aller vite et surtout éviter à nos "présidentiabilisés" de s'empoigner pour la plus grande satisfaction de l'UMP et de son candidat.

Le Cormoran

COMMUNIQUÉ DE J.Y. LE DRIAN

Jean-Yves Le Drian a annoncé mardi 2 mai, devant le Conseil fédéral, son souhait de ne pas déposer de nouvelle candidature sur la circonscription de Lorient dans la perspective des élections législatives de 2007. Voici le communiqué qu'il a adressé à la presse mercredi 3 mai pour

Après en avoir débattu avec mes collègues élus et les responsables socialistes du Morbihan, j'ai décidé de ne pas présenter une nouvelle candidature pour les prochaines élections législatives au Pays de Lorient.

Elu député pour la 1^{ère} fois en 1978 sur la circonscription de Lorient, j'ai également exercé les mandats de Maire de Lorient et de Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Lorient, toujours avec passion.

Dès 1998, je m'étais engagé sur les enjeux de la Région Bretagne ; en 2004 j'ai mené une campagne active pour que notre Région soit animée par une équipe de gauche rassemblée. Le mandat que m'ont confié les Bretonnes et les Bretons à la Présidence de la Région m'empêche d'y consacrer tout son temps. Je m'y étais engagé, je veux respecter cet engagement.

Fidèle à ma famille socialiste, j'ai fait part de ma décision hier soir au

Conseil fédéral du Morbihan, dans le cadre des règles qui ont été fixées démocratiquement. En conséquence, les militants de la circonscription devront désigner une femme candidate d'ici la mi-juin. Et, bien entendu, restant lorientais de citoyenneté et de cœur, je la soutiendrai et participerai très activement à sa campagne pour défendre le Pays de Lorient et les valeurs de gauche.

Le collectif morbihannais Sauvons l'Europe

organise une conférence-débat

" En quoi l'histoire de l'Europe peut-elle nous aider à penser le projet européen ? "

le vendredi 12 mai 2006 à partir de 19H
Université de Bretagne Sud - Tohannic - VANNES
Amphithéâtre IUP - Rue Yves Mainguy



Michel KAPLAN
Historien,
Professeur
Université Paris I - Panthéon-Sorbonne



Aziliz GOUZÉ
Anthropologue,
Chargée d'études à Notre Europe



Marie-Hélène AUBERT
Députée européenne



Bernard POIGNANT
Député européen

Informations :

www.sauvonsleurope56.org

Contact :

sauvonsleurope56@voila.fr - 06.17.71.88.71

Forum public du Projet 2007-2008

Emploi et Formation professionnelle

Samedi 20 mai 2006 de 14h00 à 17h30

Château de l'Hermine - VANNES

Accueil et introduction : Nicolas LE QUINTREC

Secrétaire fédéral en charge des questions Emploi, Formation, Santé et Habitat

1^{ère} table ronde : 14h15 à 15h30

Economie, emploi, formation : quelle cohérence ?

Intervenants : Michel MORIN - Vice-Président du Conseil régional de Bretagne chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage et Caroline THIEFFRY - Directrice du Carrefour des entrepreneurs - Boutiques de gestion du Morbihan - Membre du Centre des Jeunes Dirigeants (CJD)

2^{ème} table ronde : 15h45 à 17h15

Service public de l'emploi et sécurisation des parcours professionnels : quelle stratégie ?

Intervenants : Daniel TANI - Directeur de l'ANPE du Morbihan et un responsable syndical départemental

Clôture des travaux : Gwendal ROUILLARD - Premier secrétaire fédéral du Morbihan

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel

du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■

Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■

Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression :

IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr